

ALBANIE DU SUD

Une insurrection prolétarienne inachevée

Les prolétaires révolutionnaires du monde entier saluent la lutte héroïque de leurs frères insurgés des villes du Sud de l'Albanie

Inachevée, hésitant à franchir son propre Rubicon, le fleuve Shkumbin qui partage l'Albanie en son milieu, après avoir embrasé les villes du Sud, intimidée par les chiens de guerre des services secrets que l'Etat avait mobilisé en toute hâte et lâché dans les rues de Tirana, vidée de son énergie révolutionnaire par les militants du Parti Socialiste ¹ agissant au sein des comités de Salut Public, l'insurrection classiste albanaise a dégénéré en luttes claniques et règlements de compte entre bandes armées tout en servant de masse de manœuvre au PS afin de peser dans le repartage des prérogatives étatiques.

La fuite individuelle hors du pays, organisée par les mafias côtières, est redevenue la solution du désespoir après avoir signifié dans les premiers jours du soulèvement un acte de défiance politique et même de désertion, s'agissant des militaires.

Sauvé par l'habileté manœuvrière du PS à la tête du gouvernement de Salut National et par son double jeu qui lui a permis d'endosser la légitimité institutionnelle et celle de la rue, l'Etat capitaliste albanais n'administre pour autant plus grand chose et s'en remet à la protection italienne pour restaurer un ordre unitaire sur le territoire, rétablir son monopole de la violence contre “ *le peuple en armes* ” et reprendre le contrôle des points stratégiques (aéroport, ports, dépôts alimentaires, axes routiers et frontières). Au plus fort de l'insurrection la désagrégation de l'institution militaire, les désertions massives des conscrits, leur passage aux insurgés, l'assaut des casernes, avaient fait de l'Albanie un “ *dépôt d'armes sans gardiens* ”.

Ce faisant l'Italie ne se cache pas, dans un grand élan inédit d'union sacrée de toute sa classe politique, de vouloir régler en Albanie même le contrôle de l'émigration sur son territoire.

La Sainte Alliance de la bourgeoisie des deux rives de l'Adriatique, scellée dans

¹ Le Parti Socialiste albanais est l'héritier direct du très stalinien Parti du Travail d'Albanie d'Enver Hoxha et dont une bonne partie de la base a renâclé à l'abandon formel de sa filiation politique.

le naufrage criminel de dizaines de ‘réfugiés’ albanais, essentiellement des femmes et des enfants, par une corvette de guerre italienne, ne trouve jusqu’à présent guère d’équivalent dans le camp prolétarien. En Italie, cela prendrait concrètement la forme du défaitisme révolutionnaire envers l’expédition militaire *Alba* en Albanie, qu’amplifieraient de lourdes pertes dans le contingent. Rien à voir donc avec les postures de *Rifondazione Comunista* à usage interne, la recherche d’une nouvelle virginité après le vote des lois financières les plus coûteuses pour l’ensemble de la population italienne depuis l’instauration de la République.

L’infâme matraquage idéologique, puant le racisme et la haine envers le prolétaire, visant d’abord l’action des insurgés puis les ‘réfugiés’ albanais accusés d’être la cause de tous les maux et stigmatisés pour leur indiscipline, leur refus arrogant d’endosser les oripeaux d’esclaves, a eu pour effet d’établir un cordon sanitaire autour de ces réfractaires à l’ordre capitaliste moderne.

“ *Les Albanais sont réfractaires à endosser les habits de nouveaux esclaves de l’Occident. Donc, peu utiles. Ils ne sont pas chrétiennement soumis comme les Philippins, ils n’aiment pas les enfants comme les bonnes somaliennes, ils ne font pas les maçons pour quatre lires comme les Polonais, ils ne vendent pas de quolifichets comme les Sénégalais. Plutôt que d’être commandés, il leur plaît de commander. Et ils sont particulièrement rapides pour apprendre l’art de la domination plutôt que celui de la soumission.* ” (*La Repubblica* du 27.03.97)

Les nouveaux *Terroni* (sobriquet méprisant désignant les *emigranti* du Sud de la Botte) font d’autant plus peur qu’ils ne sont pas voués, comme précédemment leurs frères de classe, à être disciplinés dans les grandes usines du Nord de la Péninsule, mais bien confinés dans des emplois saisonniers. Une main-d’œuvre mal payée, précarisée par la flexibilité du temps et de l’espace, conservant des liens communautaires solides est jugée potentiellement subversive et c’est à sa gestion policière que s’attelle aujourd’hui le gouvernement italien avec l’appui de son féal albanais. D’ailleurs la haine des Albanais hurlée aujourd’hui par les classes moyennes italiennes est un exorcisme jeté sur l’histoire ouvrière de l’Italie, la revanche des lâches faisant payer aux ‘réfugiés’ albanais leurs frayeurs passées, l’affirmation de l’honneur commerçant de tous ces petits messieurs bien civilisés contre les réfractaires à la discipline du travail salarié, une injure aux ouvriers italiens et à la mémoire de leurs luttes lorsque ces mêmes classes moyennes tremblaient au moindre claquement menaçant du drapeau rouge.

L’Italie bourgeoise, qui actuellement se rengorge de l’accueil temporaire de quelques poignées d’Albanais sur son territoire afin de se disculper du crime d’Otrante, feint oublier qu’en 1943 des milliers de sans-réserves italiens sous l’uniforme, livrés à eux-mêmes après la piteuse retraite fasciste d’Albanie, n’échappèrent aux griffes des Nazis que par l’hospitalité sans failles des montagnards de toute l’Albanie.

Livrés à la répression des milices d’Etat albanaises et à celle du corps

expéditionnaire internationale sous direction italienne, les insurgés, les 'réfugiés' et en général tous les opprimés d'Albanie goûtent à la solidarité telle que la conçoit le parti de l'ordre : l'expulsion 'charitable' des émigrants en Albanie, l'occupation militaire de ce qui n'est même plus l'étranger proche de Rome mais un protectorat, le renforcement du blocus naval dont le massacre du Vendredi Saint n'est pas la bavure, mais sa vérité profonde, son esprit réalisé, la dissuasion exemplaire des départs, le retour forcé ou volontaire des 'réfugiés'. L'Albanie doit être également pacifiée afin que les investissements des petits industriels italiens dégagent des profits en toute sécurité, et pour normaliser et maîtriser les flux migratoires.

Tout a été dit pour circonvenir le scandaleux exemple de l'insurrection albanaise dans son esprit universel d'affrontement direct à l'ordre dominant. L'action des exploités, leurs efforts héroïques pour s'affirmer de manière indépendante dans une société civile baignée par le *Politique* (héritage de la longue période stalinienne), la geste révolutionnaire empruntant parfois à l'imagerie de 1848, tout cela a été traité avec mépris comme d'une jacquerie étrangère à la lutte ouvrière moderne quand ce n'était pas l'expression d'un nihilisme national autodestructeur, ou le résultat d'un complot de l'ombre ². L'appropriation générale des armes, les fantasias des jours de liberté, l'extraordinaire vitalité des insurgés qui au lieu de se coucher demandaient des comptes à l'Etat, étaient réduites à des pulsions suicidaires. La majorité des journalistes ³ et autres spécialistes des Balkans, ces cheveu-légers de la bourgeoisie n'ont vu que chaos et actes mafieux dans les villes hors-la-loi. Ainsi l'expédition militaire impérialiste est censée protéger les rebelles d'eux-mêmes.

Objectifs, dynamique et limites de l'insurrection prolétarienne albanaise

“ L'émeute industrielle si partielle soit-elle renferme en elle une âme universelle, l'émeute politique si universelle soit-elle dissimule sous sa forme colossale un esprit étroit. ” (Marx, Le Roi de Prusse et la Reforme sociale ...)

La révolte des 'épargnants' faillis a eu un caractère essentiellement urbain,

² A un journaliste soupçonneux qui lui demandait qui avait allumé la mèche de l'insurrection, le socialiste Sabit Brokaj, tenu en Italie pour le grand ordonnateur de la révolte (*grande vecchio*, en référence au fantomatique chef occulte des organisations armées italiennes des années '70), ancien professeur de Faculté de Sali Berisha, répond : *“ Le peuple. Celle de Vlora a été un authentique soulèvement populaire contre un régime dictatorial. Et, quoi qu'en dise Berisha, spontané.. Absolument spontané ... Il y avait de la rage qui couvait sous les cendres. Une rage qui a explosé quand les gens ont compris qu'on s'était aussi emparé de leurs sous. ”* (La Repubblica du 27.03.97)

³ Nous signalons, parmi les rares exceptions, le bon travail journalistique de terrain accompli par le correspondant du quotidien français *Le Monde*, Rémy Ourdan, qui s'est tout simplement donné la peine d'observer et d'écouter les insurgés sans en déformer les propos et les agissements.

malgré la tragique disparition des grandes usines à l'horizon social et leur dispersion en petites unités productives.

Les villes de Fier, Patos, Kuçova, Vlora, Ersekë, Poliçan, Lushnjë concentrent parmi les meilleurs éléments de la classe ouvrière albanaise, mais qui ne se sont jamais exprimés par eux-mêmes.

La prise de Vlora par la population après la nuit d'émeute du 28 février en réponse aux provocations des agents de la Shik (service d'information national) dont plusieurs finirent rôtis, est le détonateur de l'insurrection qui, jour après jour, allait s'emparer des autres villes du Sud et remonter vers le fleuve Shkumbin, gagnant les villes industrielles de Cerrik et Elbasan avant que le pouvoir ne reprenne l'initiative le samedi 15 mars. Elle ponctuait en même temps des semaines de manifestations, émeutes, pillages, blocages de routes en réponse à la faillite des sociétés financières pyramidales. Les sociétés financières du Sud (Populli, Xhaferi, Gjallishaj) n'étaient pas une émanation directe du Parti Démocratique, à la différence de Vefa. Ce fonds d'investissement proposait à l'origine 8% d'intérêt mensuel prélevés sur les profits des chaînes de distribution par lui contrôlé, et ceux des parcs d'élevage. Avant le krach et la fuite pendant l'insurrection de Alimuçaj en Grèce, la Vefa employait 30 000 personnes.

Dans le cadre d'une économie largement criminalisée, nécessitant une faible composition technique du capital mais par contre une grande mobilité des mains salariées vers l'Italie et la Grèce ; la prospérité initiale des sociétés d'épargne pyramidales avait permis d'assurer une relative paix sociale en Albanie. Ce que d'aucuns qualifiaient de martingale albanaise s'étonnant du fonctionnement de ces sociétés sur la durée, irriguant l'ensemble de l'économie, suppléait en vérité un système bancaire inexistant ⁴. La maigre épargne de la population albanaise (envois des émigrants aux familles – 380 millions de dollars en 1995, soit plus du double du PIB officiel ⁵–, produits de trafics divers) s'y déposait d'autant plus volontiers que les intérêts proposés faisait miroiter ce rêve capitaliste qu'est la vie de rentier. Le Parti Démocratique alors au pouvoir s'en portait garant, arguant au cours des élections législatives de mai 96 qu'avec lui et les sociétés financières tout le monde gagnerait.

Les 'épargnants' albanais, attirés par la promesse de taux d'intérêt pouvant atteindre 100%, avaient, par centaines de milliers, investi leurs économies dans des fonds 'pyramidaux'. Ce système, qui promettait aux premiers investisseurs des taux d'intérêt très élevés payés par l'apport des futurs 'épargnants', s'est écroulé faute de nouveaux clients. La confiance dans le système s'était ainsi

4 Que les pyramides financières ne soient pas une denrée exclusive des pays arriérés, c'est démontré par le fait qu'aux Pays-Bas, l'un des plus anciens et plus forts pays capitalistes de la planète, les services fiscaux locaux estiment les placements de 100 000 'épargnants' en pyramides financières à 400 millions de florins (plus de 1,2 milliard de francs français). C'est seulement maintenant que le gouvernement néerlandais, échaudé par le krach albanais, voudrait interdire ce moyen de drainage de l'épargne.

5 Cf. *Courrier des Pays de l'Est*, n° 409, mai-juin 1996.

soudainement rompue. Presque tous les Albanais avaient investi dans ces fonds dont les premiers avaient été lancés en 1993, peu après la chute du régime de "démocratie populaire" du Parti du Travail d'Albanie. Certains avaient vendu leur maison pour réunir de l'argent à placer dans ces produits financiers.

Par conséquent, les objectifs étaient le remboursement intégral de l'épargne et le renversement du stalinien détroqué qu'est le président Sali Berisha. Si la fixation de la haine de classe sur la figure de Berisha a dans un premier temps unifié la subversion, elle a aussi rapidement constitué une entrave politique au mouvement, laissant toute sa marge de manœuvre à Bashkim Fino qui depuis son investiture disposait du pouvoir réel.

Le fait que le Sud (Tosque) se soit embrasé et non le Nord où des contre-feux furent allumés préventivement dans plusieurs villes par les militants de Berisha, se préparant à l'éventuelle guerre civile qu'aurait impliqué la chute de Tirana aux mains des rebelles, ne s'explique aucunement par l'opposition entre mafias du Sud défendant leur pré carré en instrumentalisant la population et le gouvernement (occupé par des hommes du Nord) qui se serait attelé à faire le ménage dans cette région qui lui est hostile et où il ne régnait que par la terreur des nervis du Shik (recrutés dans les clans guègues des montagnes du Nord).

Dans le paysage de ruine que révélait la crise financière, les haines envers le pouvoir se mélangeaient, se nourrissaient réciproquement, le savoir-faire militaire des gangs combiné au sens de l'organisation d'officiers limogés ou en retraite (le corps a été réduit des deux tiers depuis 1992 sur base politique) a fait levier sur les démonstrations de masse et débouché sur l'héroïque soulèvement de Vlora le 1er mars 1997 et des principales villes du Sud la semaine suivante. La prise des dépôts d'armes dans les villes nordistes de Shkodra, Bajram Curri et Kukës le 11 mars renforçait la polarisation Nord/Sud activée par Tirana et fait planer le spectre de la guerre fratricide dont la responsabilité intimida les insurgés ce qui fut leur immense faiblesse.

Pourtant il s'agissait bien de colonnes blanches, celles-là mêmes qui débarquant à Tirana avec leur tout nouvel armement s'enrôlèrent dans le Shik et les milices de Berisha, agissant alternativement en supplétifs de l'armée ou de la police, exerçant de facto leur terreur sur la ville. Leur solde de 400 dollars par mois (celle d'un policier est normalement de 100 dollars) les liait encore plus à leur maître. Inversement la jonction Nord/Sud n'avait pas plus opéré durant les émeutes de '91-'92. Berisha détournait alors intelligemment le torrent social qui menaçait de tout emporter vers la revanche promise au Nord particulièrement éprouvé par le régime stalinien ⁶.

6 " Pour ses cinq premières années de fonction, Berisha a suivi la même tactique que ses prédécesseurs communistes [staliniens N.D.L.R]. Il échoua cependant à prendre appui dans le Sud ou à intégrer les leaders sudistes dans son administration. Au contraire, les copains de clan venus de Tropoja [ville natale de Berisha N.D.L.R] et d'autres régions du Nord, furent recrutés comme Maires, gendarmes et à d'autres postes officiels locaux dans les villes du Sud.. "

(Koha Jonë – quotidien albanais non inféodé et incendié par les sbires de Berisha –, *Le mythe*

Les principaux enseignements du soulèvement des villes du Sud marquent également ses limites. Ainsi, la question des pyramides fut à la fois un puissant moteur de l'incendie social et son entrave par l'incapacité des rebelles à se donner une expression politique indépendante de l'appareil d'opposition et des gangs. La militarisation du mouvement, qui se donnait les moyens de se défendre, a également fonctionné comme monnaie d'échange dans les négociations avec le pouvoir (rétrocession des armes contre remboursement).

Les comités apparus dans les villes libérées n'ont été à aucun moment une expression, même embryonnaire, de l'indépendance de classe. Ils ont au contraire été créés par les classes dominantes locales pour anticiper toute dynamique prolétarienne autonome, pour combler le vide du pouvoir central et, *last but not least*, pour défendre les potentats locaux en disgrâce et potentiellement menacés par la haine de classe des exploités. D'ailleurs, la première initiative qu'ils prirent fut d'ouvrir les négociations tous azimuts avec Berisha, l'Italie et la Grèce. En échange, ils proposèrent la paix sociale et le désarmement des insurgés. Leur homme, au sommet de l'Etat, c'est le Premier ministre Fino, originaire de Gjirokastrë dont il fut le Maire.

Dès le moment où l'élan insurrectionnel ne pouvait plus être cassé par les méthodes de répression classiques (échec des opérations de commando des agents du Shik), Berisha a très intelligemment évité de créer des abcès de fixation militaires, qui risquaient de cristalliser les camps, en même temps que d'autres corps de l'Etat, laissés en marge de la tourmente recommençaient à fonctionner dans le sens du pouvoir (police loyale aux comités, officiers à la tête des bases rebelles). On doit laisser au crédit de la contre-révolution sa parfaite gestion de la crise politique que ses hésitations et dissensions initiales avaient toutefois porté au sommet. Formé au rigide moule stalinien, le personnel politique toutes couleurs confondues a été à la hauteur de l'affrontement malgré les haines farouches entre les camps. C'est pourquoi la classe dominante albanaise n'est pas uniquement à la remorque de l'italienne (on se souviendra que la première déclaration politique importante de Fino comme Premier ministre a été faite depuis Rome, et en langue italienne s'il vous plaît), simplement sa conscience d'avoir partie liée avec sa partenaire dans l'encadrement, la domestication sociale des opprimés albanais, la fait d'autant mieux collaborer que la base de sa domination est en jeu : l'exportation d'une force de travail dont les rentrées sont le véritable moteur de l'économie capitaliste albanaise.

Le soudain arrêt en plein élan de l'action prolétarienne s'explique sans doute aussi par le fait que, trop diluée dans la société, la figure ouvrière n'a pu véritablement émerger. La part ouvrière dans la population active est passée de 20% à 15% entre '91 et '96. La désolation du paysage industriel albanais mis à part quelques complexes d'importance dans le Sud, joue contre l'affirmation politique indépendante de la classe ouvrière qui, de surcroît, a maintenu pour

des clans)

survivre de forts liens avec la campagne ou s'est insérée dans des activités mafieuses.

“ L'industrie a vu sa production s'effondrer de 80% depuis 1990 et sa contribution au PIB passait de 37% en 1990 à 13% en 1995. ”

(Courrier des Pays de l'Est, n° 409, mai-juin 1996)

Cependant, à l'actif de l'insurrection inachevée du Sud de l'Albanie, les communistes reconnaissent intacte la capacité du prolétariat mondial de retrouver un chemin indépendant même dans des conditions aussi défavorables que celles des Balkans traversés par toutes sortes de guerres civiles impérialistes et où depuis des années l'ensemble des sans-réserves de la région a encaissé des coups d'une dureté exceptionnelle.

Des pyramides financières aux achats d'actions, une même promesse d'érosion du revenu prolétarien

La grande erreur serait d'attribuer la présente crise financière albanaise à la seule naïveté des 'épargnants', peu au fait des lois capitalistes après un demi-siècle d'autarcie. Loin d'être archaïque cette crise préfigure ce qui pourrait se passer n'importe où, à commencer par les Etats-Unis où 43% de l'épargne des ménages américains est placée dans des Fonds de pension. 63% du patrimoine net des familles américaines est en action. L'endettement moyen des ménages s'élève à 17% de leur revenu disponible (hors revenus immobiliers). D'après une étude récente de Paribas, la valeur des actions détenues par les ménages américains a augmenté d'environ 4 800 milliards de dollars (27 600 milliards de francs) depuis 1991, soit un montant égal à celui de l'épargne financière qu'ils avaient accumulé au cours des 25 années précédentes. Toujours depuis 1991, le poids des actions détenues par les ménages est passé de 70% à près de 150% de leur revenu disponible, retrouvant ainsi le niveau record des années '60. Ces quelques éléments constituent autant de preuves que, dans les années '90, les ménages américains se sont endettés pour acheter des actions, alors qu'auparavant l'endettement des ménages servait essentiellement pour l'acquisition de biens de consommation durables.

Les Etats capitalistes sont de moins en moins en mesure de protéger les économies des gens, et ce en raison du rétrécissement de leur surface d'intervention financière, à son tour provoquée par la longue et toujours non résolue crise fiscale rampante qui, à des degrés certes très différents, frappe la quasi totalité des caisses publiques du monde entier. Ainsi, une tendance générale se dégage. L'épargne de la population est en passe de glisser de dépôts entièrement sécurisés par l'Etat capitaliste (livrets de Caisses d'Epargne, obligations du Trésor) vers toutes sortes de placements sur les marchés financiers privés (actions, fonds de pension, assurance-vie, etc.). A partir de là, on peut aisément imaginer quelles conséquences inédites sur les revenus des 'épargnants' auront les prochaines crises financières.

De te fabula narratur, proclame au monde le cas albanais. Ouvriers actifs,

surnuméraires qui encombrant les rues de toutes les villes ⁷, émigrants saisonniers, paysans, retraités y plaçaient ainsi leurs économies et leurs rêves. Mais la viabilité relativement longue du système – près de trois ans – était essentiellement due aux placements des différentes mafias côtières du Sud (autour de Vlora) enrichies dans le trafic de drogue, le transport de clandestins vers l'Italie et la prostitution.

Plusieurs éléments allaient précipiter l'inévitable rupture de la chaîne dans laquelle les nouveaux dépôts servaient à rembourser les anciens. Les accords de Dayton levaient l'embargo commercial à l'encontre de la Yougoslavie et mettaient par conséquent fin au lucratif trafic d'armes et de pétrole avec ce pays. Cette activité avait enrichi la mafia du Nord, essentiellement organisée autour de la ville de Shkodra mais disposant également de puissants relais au sein de l'appareil d'Etat qui, depuis la chute du régime stalinien avait été investi par les proches de Berisha, appartenant aux grandes tribus guègues. Les services secrets, les unités spéciales, les milices du Parti Démocratique recrutaient leurs effectifs parmi de tels hommes, utilisant la logistique mise à disposition par l'Etat pour leurs propres activités criminelles. Ils étaient d'autant moins tenté de placer leurs bénéfices dans ces sociétés financières qu'ils disposaient de leur propre holding de recyclage la Vefa de Vehbi Alimuçaj, pompe à finance du Parti Démocratique et croisement de tous les trafics.

D'autre part, après que les services secrets occidentaux (notamment la CIA) eurent établi l'implication directe de l'ancien ministre de l'intérieur Agron Musaraj dans l'organisation du trafic de drogue depuis le Kosovo et celui du ministre de la défense Safet Zhulali, aujourd'hui respectable réfugié en Italie et l'hôte d'un petit patron des Marches, dans l'acheminement d'armes aux protagonistes des guerres yougoslaves et l'approvisionnement des mafias du *Mezzogiorno*, la pression a été mise sur Sali Berisha pour faire le ménage, conditionnant les versements des multiples aides, dont le montant par habitant est le plus élevé de tous les pays anciennement staliniens, au nettoyage et à la remise en ordre de l'appareil d'Etat ⁸. L'indulgence initiale à l'égard du docteur Berisha et de son entourage avait pour contrepartie son absolue docilité dans les questions nationales albanaises du Kosovo et de Macédoine.

⁷ Le taux de chômage en 1995 était de 15%, concentré à 80% dans les agglomérations urbaines. Tirana a doublé de population en cinq ans, les paysans affamés du Nord se déversant en masse dans la périphérie de la capitale. Depuis un lustre, sur toute l'Albanie, 350 000 ruraux ont rejoint les villes.

⁸ En 1995, la perfusion financière étrangère constituait 10% du PIB. En 1991/92, les deux tiers de cette manne était consacrée à l'aide alimentaire urgente, tandis qu'en 1995, les trois quarts sont destinées au développement des infrastructures.

“Incontestable, le ‘décollage’ économique de l’Albanie ne repose toujours pas moins sur des facteurs externes (aides, crédits, soutien du FMI, rapatriement des capitaux des travailleurs estimé à plus d’un milliard de dollars depuis 1992) qui entretiennent la réputation d’une économie ‘portée à bout de bras’ par l’extérieur.” (Courrier des Pays de l’Est, n° 409, mai-juin 1996)

L'économie criminelle asphyxiée – estimée à 25% du PIB –, les pyramides commencèrent à vaciller. Mais, malgré les avertissements des organismes financiers internationaux qui, dès octobre 1996, pressèrent Berisha d'agir et les appels de détresse du ministre des Finances de l'époque, aussitôt forcé de se taire, leur activité s'est prolongée jusqu'à la rupture de janvier dans une fuite en avant où les taux d'intérêt proposés montèrent jusqu'à 300% le mois.

Enfin l'Italie s'activait déjà avant la crise à verrouiller l'accès de son territoire. La surveillance systématique du canal d'Otrante avait fortement réduit l'arrivée d'émigrants clandestins, perturbant de la sorte grandement l'activité nocturne des gangs albanais qui, équipés de puissantes vedettes avaient atteint une haute productivité dans leur domaine d'activité (3 heures pour la traversée des 75 kilomètres du canal). Le versant 'humaniste' de ce contrôle des flux migratoires par l'Etat italien est la récente régularisation de plus de 250 000 sans-papiers parmi lesquels de nombreux Albanais, tandis que l'émigration future sera soumise à de strictes limites administratives et saisonnières⁹. Avant la dernière vague d'émigration (treize milles arrivées bénéficiaires d'un permis de séjour de trois à six mois) plus de 100 000 Albanais étaient recensés en Italie, dont le tiers seulement en situation régulière. L'Italie agit en Albanie comme dans son jardin, le Palais Farnese y exerce un véritable consulat que la dilution des institutions locales renforce. Avec 65% du total, l'Italie est le premier investisseur du pays des aigles. Il s'agit d'investissements en petites unités d'assemblage à faible composition technique du capital (conserveries, textiles, cuir), profitant du faible prix de la force de travail et essentiellement installées dans les régions de Dürres, Kavaja, Tirana et dans le Nord, acquises à Sali Berisha.

La prise de contrôle, si pas de l'Albanie du moins des mouvements de population, a encore conduit Rome et son gouvernement de 'Gauche' – vestale flétrie du neutralisme ayant embouché les trompettes impériales comme gage de son sens de l'Etat et encouragement à sa nouvelle agressivité extérieure – à procéder au blocus maritime, s'autorisant à patrouiller dans les eaux territoriales albanaises et faire des actions de police dans les eaux internationales. L'émigration, qui dans les premiers jours de mars était le sauve-qui-peut de représentants de la classe dominante, a changé de signe avec l'arrivée des désespérés ayant tout vendu pour payer aux bandes leur place sur l'une des embarcations.

Les vautours impérialistes de la région s'empressent de dépecer le cadavre de l'insurrection inachevée

Un Etat qui n'a plus de réalité que le nom et d'autorité celle qui lui est concédée, risque de laisser la part belle aux potentats locaux, véritables seigneurs de la guerre s'attribuant leur clientèle à mesure que l'unité territoriale se disloque, sur base de la redistribution des ressources criminelles. Dans ce qui

⁹ Cf. l'adoption du Décret n° 477 du 13.09.96, élaboré par le gouvernement de 'Gauche' de M. Prodi.

est devenu le pays des Kalachnikov, les diverses armes en circulation pourraient à l'occasion tailler ces espaces seigneuriaux.

Comme un fait exprès, le 5 avril, le blocage du Premier ministre Fino et de son escorte sur la route la grande ville de Shkodra, au Nord (la Mairie y est tenue par une coalition de monarchistes et de fascistes), a légitimé les objectifs à peine voilés de l'intervention internationale commanditée par l'Italie : le partage colonial des dépouilles albanaises.

L'Italie impérialiste d'aujourd'hui n'est de fait plus *l'Italietta* d'hier aux ambitions de grandeur toujours démenties par ses moyens réels, et dont systématiquement les campagnes militaires échouaient dans la bouffonnerie. Cet impérialisme d'antan, "à empattement réduit", comme le définissait Amadeo Bordiga (cf. **Amadeo Bordiga**, *La classe dominante italiana ed il suo Stato nazionale* in *Prometeo* série I n° 2, août 1946) a fait place à celui d'un Etat capitaliste industriel fort (la quatrième ou cinquième puissance économique mondiale), revendiquant à terme un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et qui dans un délai très rapide a réussi à mettre sur pieds une force armée internationale et faire accepter ses objectifs militaires et géostratégiques à tout le spectre politique italien, emportant de surcroît la très opportune bénédiction papale ¹⁰.

A cette démonstration de force, les communistes n'opposent certes pas un impuissant pacifisme mais œuvrent au classique défaitisme révolutionnaire et

10 Les simagrées de *Rifondazione Comunista* qui, dans une belle cacophonie, a tenu tous les discours ne doivent pas leurrer. Une fois ils sont contre, mais le gouvernement ne doit pas en faire les frais, une autre fois ils se disent d'accord, mais la coalition militaire ne devrait pas soutenir Berisha et appuyer plus fortement Fino, une autre encore, pour eux, l'ONU devrait chapeauter plus explicitement l'opération et les objectifs être redéfinis dans cette instance de brigands. Leur chef de bande à la Chambre des députés déclare ainsi : " *Nous ne voulons d'une expédition que sous l'égide de l'ONU* ", tandis qu'un député des Pouilles précise : " *Nous ne disons pas non à la mission mais nous avons besoin de mieux comprendre ce qu'on a l'intention de faire, en faveur de qui et pour combien de temps* " (*La Repubblica* de 03.04.97). De plus, au sujet du droit de séjour des Albanais en Italie, *Rifondazione* a assumé une position qui en dit long sur son positionnement politique vis-à-vis de la classe exploitée. Dans la motion minoritaire présentée le 7 avril au Parlement sur l'intervention en Albanie, on propose d'octroyer aux 'réfugiés' " *un permis de séjour provisoire renouvelable jusqu'à la fin de l'état d'urgence en Albanie* ". En d'autres mots, et derrière des pompeux propos 'humanistes', ils font leur l'objectif du gouvernement et des classes dominantes italiennes de la fermeture des frontières à l'immigration permanente. En vérité, après les lois fiscales de 1996/97 portant sur 80 000 milliards de Lires, soit près de 272 milliards de francs français, et les projets de porter, en 1998, l'âge de la retraite de l'ensemble des salariés à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes, *Rifondazione* utilise la question albanaise pour défaire l'état électoral qui se resserre sur lui. Ce parti voudrait ainsi laver ses mains sales en les trempant dans les eaux d'Otrante déjà souillées de leur crime 'humanitaire'. Le petit mélodrame psychologique institutionnel ayant précédé le début des opérations ne l'aura pas fondamentalement remis en cause ; les formations politiques se positionnent afin de gérer au mieux les dividendes de l'affaire albanaise ou leur repli en cas de déroute.

encouragent toute action radicale contre l'expédition impérialiste ¹¹. Chaque coup porté aux puissances impérialistes, affaiblit la cohésion interne des Etats impliqués en sapant leur autorité et leur crédibilité auprès des classes subordonnées et mystifiées de leur pays. La violence, même la plus cruelle et apparemment aveugle, est émancipatrice quand elle s'oppose à celle, répressive, planifiée et le plus souvent lâche de l'Etat capitaliste.

“ Pacifisme ? Non. Nous sommes partisans de la violence. Nous sommes admirateurs de la violence consciente de ceux qui s'insurgent contre l'oppression du plus fort, ou de la violence anonyme de la masse qui se révolte pour les libertés. Nous voulons l'effort qui rompt les chaînes. Mais la violence légale, officielle, disciplinée à l'arbitraire de l'autorité, l'assassinat collectif irrationnel qu'accomplissent automatiquement les rangées de petits soldats quand retentit le moindre commandement, quand de l'autre côté se rencontrent non moins automatiquement les masses de victimes et d'assassinés, vêtus d'un autre uniforme, cette violence que les loups et les hyènes n'ont pas, nous répugne et nous dégoûte. ”

(**Amadeo Bordiga**, *Il socialismo di ieri dinnanzi alla guerra di oggi*, in *L'avanguardia* n° 359, 360 et 362, octobre-novembre 1914)

En l'occurrence, le danger majeur du soulèvement social écarté, l'affaiblissement de l'Etat avéré, les conditions deviennent idéales pour les jeux de puissances et le partage territorial des influences. L'alibi 'humanitaire' est éventé par ceux-là mêmes qui en sont préposés. Une mission des Nations Unies souligne que *“ le pays ne se trouve pas dans une situation de crise humanitaire grave ... Les besoins immédiats existent certes, mais ils sont limités. ”* Un autre responsable ajoute : *“ Nous n'avons aucun rapport faisant état de personnes mourant de faim ou en état de malnutrition. ”* (*Le Monde* du 10.04.97).

L'Italie, qui, au sens propre, doit faire ses armes en témoignant de sa nouvelle puissance, est la plus motivée au désarmement des rebelles du Sud, où se concentre l'essentiel de la main-d'œuvre qui migre vers la Botte de la Méditerranée. Le Nord la préoccupe également, puisque l'essentiel des investissements des petits patrons italiens qui s'implantent en Albanie, profitant entre autres de l'absence de législation du travail, y est localisé.

“ Vous avez au contraire attendu d'avoir devant vous un ennemi avilé et éreinté pour emboucher les trompes de la rhétorique. Et même si les confins orientaux sont des terres non italiennes de langue et de race, la monarchie et l'Etat italien, pesant l'actif et le passif de l'affaire, donnerait également libre cours à leur avidité d'agrandissement territorial, ainsi qu'ils le font pour Vlora et les îles du Dodécanèse, qui appartiennent à des nations non belligérantes ”.

(**Amadeo Bordiga**, *Fermi al nostro posto* in *Il Socialista* n° 35, 22.05.1915)

Grèce et Turquie poursuivent leur bras de fer à propos de Chypre et de la Macédoine et plus généralement de leurs contentieux historiques, en mettant en frères ennemis leurs pieds en Albanie. La Grèce ne peut prétendre intervenir en-

11 D'après un sondage récent, 2/3 des italiens interrogés seraient opposés à l'expédition.

dessous de la rivière Vjosë (Himarë, Gjirokastrë, Saranda) où vit la minorité d'origine grecque, sans être suspectée de travailler à l'irréductibilisme vorio-épirote (Epire du Nord). Le raisonnement, inversé, s'applique à la Turquie tenue éloignée de l'aire de rayonnement grecque, de son maigre hinterland économique et de son principal réservoir de main-d'œuvre étrangère intermittente. Après la crise d'août 1993, quand 30 000 émigrés albanais furent renvoyés *manu militari* dans leur pays, les flux migratoires de l'Albanie vers la Grèce, où vivent près de 300 000 Albanais dont une grande majorité en situation administrative irrégulière, se sont stabilisés suivant un rythme saisonnier. Dès mai '96, Athènes a commencé l'octroi de quotas à l'entrée dans le pays. Les Balkans furent dans les années précédentes déjà le théâtre d'autres épisodes de leur sourde lutte d'influence : Bosnie, où ils soutenaient des camps opposés, Macédoine, que la Grèce tenta, sans succès, d'asphyxier et où la Turquie est à l'écoute de la minorité albanaise – un tiers des deux millions d'habitants ¹².

La France, avec ses mille hommes, en vieille habituée des expéditions coloniales, part la première et prend aussitôt ses quartiers à Tirana. Si ses intérêts directs en Albanie sont infimes, elle se doit d'assurer une présence militaire pour des considérations géopolitiques diverses. D'abord, cela lui permettra de peser dans les négociations difficiles avec les américains à propos de l'attribution du Commandement du flanc méridional de l'OTAN. Ensuite et par rapport à une Allemagne abstentionniste au plan militaire mais très encombrante au plan économique, la France vise avec un activisme guerrier certain à rééquilibrer leurs influences respectives en Europe et dans la Méditerranée. Aussi, la France tente par là de laver ses récentes et cuisantes défaites diplomatiques et militaires en Afrique francophone (République Centrafricaine, Rwanda, Zaïre, Algérie).

D'après le Premier ministre espagnol Aznar, franquiste honteux, les soldats espagnols “ *vont à Tirana pour faire l'Europe* ”, c'est-à-dire donner des gages militaires bon marché et se rappeler aux bons souvenirs des puissances européennes prépondérantes.

A l'évidence, la Méditerranée est redevenue un enjeu global.

Grands absents de cette sarabande militaire, les Etats-Unis avaient lâché Berisha depuis les élections de mai '96, son utilité dans la stabilité du Kosovo ayant disparu avec les accords de Dayton. Surtout, les Américains ne voulaient pas d'une *Côte des Pirates* en Méditerranée et leurs services de renseignements s'employaient à dénoncer l'organisation par le haut de l'économie criminelle albanaise. D'autre part, Washington s'oppose par définition à toute initiative

12 Ici, comme au Kosovo et à l'inverse de l'Albanie, l'Islam est un élément fort d'identité nationale dans un environnement social où les croyants orthodoxes sont majoritaires. En Albanie, en revanche, le facteur religieux (10% de catholiques au Nord, 70% de musulmans repartis dans tout le pays et 20% d'orthodoxes au Sud) affaiblirait l'idéologie nationale dominante et est donc laissé en coulisses par les classes dirigeantes. De plus, les prolétaires y sont très peu sensibles aux balivernes de Dieu.

diplomatique et/ou militaire d'un quelconque pays européen et à plus forte raison de l'Italie dans ce qui, pour eux, devrait rester un lac américain. C'est aussi la première fois que le bon élève italien ne s'aligne pas sur les Etats-Unis, cherchant en Albanie à s'émanciper partiellement de la tutelle impériale américaine dont l'essentiel du dispositif militaire de surveillance de la Méditerranée est précisément déployé en Italie. De manière subsidiaire, l'abstention affectée des Américains et des Anglais sur la question albanaise est un énième signal adressé à la France pour qu'elle cesse de revendiquer un rôle impérialiste autonome.

La subversion albanaise a *de facto* définitivement mis fin au mythe de la Grande Albanie comme solution à l'oppression nationale des Albanais du Kosovo par l'Etat serbe. Des nombreux Kosovars, appartenant aux tribus guègues du Nord, ont rejoint les milices contre-révolutionnaires constituées d'urgence autour du Shik par le Parti Démocratique du docteur Berisha aux fins d'écraser la révolte¹³. Le strict bouclage des frontières par l'armée serbe de Milosevic a pu se réaliser car au Kosovo (90% d'Albanais) l'ordre régnait. La stratégie de résistance passive ayant vite montré ses limites, une frange nationaliste albanaise extrême du Kosovo tente d'y pallier avec un terrorisme aussi marginal qu'impuissant (Armée de Libération du Kosovo). Pour sa part, Ibrahim Rugova, Président de la République du Kosovo, entité illégale reconnue par la seule Albanie de Berisha, n'a pas cessé d'appeler au calme, à la réconciliation nationale, enterrant par ce fait définitivement les velléités de la Grande Albanie.

11 avril 1997.

13 Le mot d'ordre chéri de ces milices était : “ *Mort aux Serbes et aux Rouges* ”.
